

## **L'Administrateur FO quitte la séance du Conseil d'Administration d'EDF et interpelle le gouvernement !**

Ce 4 novembre, les personnels de l'hydraulique sont massivement en grève pour dire non à la nouvelle déréglementation que l'Europe veut imposer à la France et pour exiger que le gouvernement Français résiste à ce qui est une volonté européenne de briser EDF.

Pour Bruxelles, cette entreprise présente, en effet, l'inconvénient d'être française, publique et plébiscitée par les Français.

“ *Les politiques gouvernementales anti-EDF doivent cesser.* ”

Aujourd'hui, solidaire de l'action de tous les agents de l'hydraulique, du thermique en passant par la production nucléaire, du commerce et des directions centrales, l'administrateur FO a lu une déclaration au Conseil d'Administration d'EDF interpellant le gouvernement, puis a quitté la séance.

Beaucoup rêvent de casser cette grande entreprise nationale, c'est pourquoi nous attendons maintenant du gouvernement qu'il adopte une politique cohérente envers EDF, garante du Service Public Républicain et respectueuse des personnels.

**À FO, nous sommes bien décidés à tout faire, avec l'appui des agents, pour défendre le groupe EDF, ses valeurs, ses salariés, leurs emplois et leur Statut.**

**La balle est maintenant dans le camp du Gouvernement.**

Ce gouvernement demande en effet tout et son contraire à EDF.

Outre la remise en cause des concessions hydrauliques, il y a entre autres :

- le versement de dividendes toujours plus élevés,
- la fermeture de FESSENHEIM : un gâchis pour la France tout en imposant à EDF de reprendre Areva NP,
- la mise en œuvre d'une régulation visant à favoriser les concurrents d'EDF,
- la mise en place d'un dumping social dans l'activité de commercialisation puisque les nouveaux entrants n'appliquent pas le statut des IEG avec la complicité des pouvoirs publics.

Cela ne doit plus durer, sauf à assumer le risque politique d'une explosion sociale à EDF.